

Contexte

La prophylaxie pré-exposition contre le VIH (ou PrEP) implique la prise de médicaments antirétroviraux par une personne séronégative au VIH qui a été exposée au virus, et ce, dans le but de prévenir une infection. En plus d'être une option très efficace de prévention du VIH, la PrEP est aussi une occasion de susciter le réengagement des individus en ce qui a trait à leurs soins de santé sexuelle ainsi que de radicalement diminuer le nombre de nouvelles infections au sein des communautés disproportionnellement touchées par le VIH. La *Déclaration de consensus canadien sur les bienfaits de santé et de prévention associés au dépistage du VIH et aux médicaments antirétroviraux contre le VIH* souligne l'importance d'inclure la PrEP dans l'élaboration d'une réponse exhaustive au VIH visant à mettre fin à l'épidémie nationale. La déclaration de consensus fait aussi valoir qu'il est nécessaire d'étudier les questions d'inégalité et de répondre au VIH sous l'angle des droits humains; c'est ainsi que l'on pourra s'assurer d'une mise en œuvre efficace de la PrEP et des autres outils biomédicaux servant à prévenir ou à traiter le VIH. Se fondant sur les principes de la déclaration de consensus, ce feuillet d'information émet des recommandations précises promouvant l'usage de la PrEP au Canada et, lorsque possible, souligne les projets qui mettent déjà ces principes en œuvre.

La Déclaration de consensus et la PrEP

La Déclaration de consensus a été développée par CATIE, CTAC et PositiveLite.com en guise de réponse à l'épidémie continue de VIH au Canada. Elle propose un ensemble de principes fondamentaux partagés qui doivent être suivis afin de s'assurer de l'efficacité de la réponse à l'épidémie du VIH au Canada.

La Déclaration de consensus expose les sept principes fondamentaux d'un accès équitable à la PrEP :

- la PrEP doit être considérée comme une composante essentielle de la prévention du VIH;
- la PrEP devrait être accompagnée d'un accès adéquat aux soins de santé ainsi qu'aux services psychosociaux et autres services de soutien;
- il est urgent de développer et de disséminer des lignes directrices de pratique clinique et d'éduquer les prestataires de soins de santé au sujet de la PrEP;
- les autorités provinciales, territoriales et fédérales devraient mettre en place des mécanismes afin de s'assurer que le coût de la PrEP ne la rende pas inaccessible aux personnes qui pourraient en bénéficier;
- aucune personne ne devrait être forcée de prendre la PrEP;
- des campagnes d'information sur les traitements et des campagnes de préparation communautaire, toutes deux concernant la PrEP, devraient être développées à l'intention des personnes qui font partie de populations spécifiques;
- des initiatives de formation et développement professionnels sur la PrEP devraient être développées pour un vaste éventail de prestataires de service.

Pour en savoir plus et signer la déclaration, veuillez consulter la page suivante : <http://www.hivconsensusvih.ca/>

>> Recommandation 1 : S'assurer que la PrEP soit offerte comme prestation ouverte par tous les régimes publics d'assurance médicaments du Canada

La couverture de Truvada est la clé de l'accès équitable à la PrEP. Environ 10 millions de Canadiennes et Canadiens se fient à l'un ou l'autre des dix-huit régimes publics d'assurance médicaments du Canada pour avoir accès aux médicaments d'ordonnance. Truvada est dispendieux, c'est-à-dire 1000 \$ par mois pour les personnes qui le payent en pharmacie. La couverture de Truvada par les régimes publics d'assurance médicament — laquelle pourrait être négociée à un prix moindre que le prix actuel — constitue donc pour plusieurs Canadiennes et Canadiens le seul moyen d'avoir accès à la PrEP. En outre, les régimes publics d'assurance médicaments devraient offrir Truvada en tant que prestation ouverte. Ceci permettra aux personnes qui n'ont pas la capacité financière de payer pour la PrEP d'y avoir accès par l'entremise des mêmes fournisseurs que les personnes ayant une assurance privée ou la capacité de payer pour ce médicament.

>> Recommandation 2 : Promouvoir l'offre de la PrEP

La PrEP est encore récente au Canada et, à l'heure actuelle, elle est principalement prescrite par des prestataires de soins de santé qui s'y connaissent en matière de traitement du VIH. Le Programme commun d'évaluation des médicaments a évalué la PrEP et a recommandé qu'elle ne soit offerte que par des prestataires expérimentés dans le traitement du VIH. Cette recommandation soulève non seulement des craintes quant à l'accès à la PrEP dans les régions rurales où de tels prestataires sont rares ou inexistants, mais aussi des craintes quant au fardeau qu'elle imposera aux cliniques VIH déjà surchargées. Alors que les spécialistes méritent notre reconnaissance pour avoir été les premières et les premiers à offrir la PrEP, de plus en plus de cliniciennes et de cliniciens peuvent maintenant offrir celle-ci vu le profil de sécurité de Truvada et l'existence d'un nombre grandissant de ressources canadiennes sur l'offre de la PrEP. CTAC, en collaboration avec des équipes médicales offrant la PrEP, a développé un guide sur le processus à suivre pour offrir la PrEP à de nouveaux patients. Le Québec et la Colombie-Britannique ont déjà publié des lignes directrices sur l'offre de la PrEP et un groupe consultatif national publiera son propre guide en 2017. Les [IRSC ont financé de la recherche](#) afin de développer des formations expliquant aux médecins de famille et au personnel infirmier comment offrir la PrEP. Les ministères de la santé provinciaux doivent soutenir ces efforts en s'assurant que ces ressources sont utilisées par les prestataires de soins de santé, les centres de santé communautaire et les autres prestataires bien placés pour offrir la PrEP.

>> Recommandation 3 : Continuer l'élaboration de messages communautaires au sujet de la PrEP

Au cours de la période intérimaire entre l'approbation de Truvada pour la PrEP par le US Food and Drug Administration en 2012 et son approbation par Santé Canada en 2016, les organisations communautaires canadiennes ont commencé à développer des messages sur la PrEP. Les organisations qui offrent des services aux personnes gaies, aux personnes bisexuelles et aux hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes ont été les premières à développer de telles campagnes de sensibilisation. À titre d'exemples, citons l'initiative pour la santé des hommes [getpreped.ca](#) (en anglais seulement) et la trousse...

>> Recommandation 3 (A continué)

à outils sexequitallume.ca de l'Alliance pour la santé sexuelle des hommes gais de l'Ontario. D'autres communautés disproportionnellement touchées par le VIH ont aussi commencé à développer leurs propres projets d'éducation et à tenir des consultations communautaires sur la PrEP. Citons cette fois le projet [PrEP in the Context of Sex Work](#) (en anglais seulement) de l'association Triple X Sex Worker, le projet PrEP pour les personnes autochtones de l'organisation 2-Spirited People of the 1st Nations et le projet national *Accès pour tous : élargir les discussions sur la prévention du VIH au Canada*. Ces projets reflètent les préoccupations et les besoins précis de chaque communauté et transforment des informations biomédicales complexes en messages clairs et accessibles. Du financement fédéral est requis afin de nationaliser les campagnes existantes et de fournir aux communautés touchées par le VIH les ressources nécessaires pour développer de l'information culturellement pertinente sur la PrEP.

>> Recommandation 4: Intégrer la PrEP au sein de l'Initiative fédérale

[L'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada](#) fournit un cadre pour la réponse nationale du Canada à l'épidémie du VIH. L'engagement du gouvernement du Canada envers la cible 90-90-90 de l'ONU passe par une mise en œuvre efficace de l'Initiative fédérale. Au cours des dernières années, l'Initiative fédérale a été élargie pour inclure l'hépatite C et d'autres infections transmissibles sexuellement et par le sang. Elle n'a toutefois pas été révisée afin de tenir compte d'importants développements qui ont eu lieu en matière de prévention du VIH tels que la PrEP. La ministre fédérale de la Santé a indiqué dans une [entrevue avec PositiveLite.com](#) en décembre 2016 que l'Initiative fédérale doit être révisée et que le processus de révision commencera en 2017. Des endroits tels que la [ville de New York](#) ont développé des stratégies de lutte contre le VIH qui intègrent avec succès les services de prévention du VIH, y compris la PrEP, à la cascade de soins liés au VIH. Une révision similaire de l'Initiative fédérale canadienne est requise afin de promouvoir aussi bien une progression continue vers les cibles 90-90-90 qu'une diminution des nouvelles infections.